

La formation des maîtres sacrifiée en Haute-Normandie

L'austérité qui se renforce à l'Université de Rouen depuis deux ans pour résorber le désengagement de l'état s'accompagne de la réduction de la masse salariale et des coûts de fonctionnement avec des conséquences directes pour les formations, le gel de postes, la suppression de filières ou encore l'accroissement des effectifs dans les salles de cours. Tous les personnels et étudiants de l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE, ex-IUFM) formant aux métiers de l'enseignement sont touchés. Cela alors que notre Région souffre de l'inégalité scolaire : l'illettrisme concerne 8% des haut-normands selon la dernière enquête IVQ de l'Insee et 23% des collèges relèvent de l'éducation prioritaire (contre 15% au niveau national).

Depuis la rentrée de septembre, la direction de l'ESPE mène une politique de management agressive et restructure ses services, de façon arbitraire et autoritaire. Sans la concertation prévue par l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail d'établissement de 2002, le personnel de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, de Service et de Santé (BIATSS) de l'ESPE se voit imposé un nombre d'heures hebdomadaires injustifié réduisant les congés et augmentant les frais et les contraintes liées au transport ou à la vie personnelle de chacun. Les signalements et les arrêts maladie se multiplient suite aux pressions intolérables effectuées par certains responsables.

L'austérité budgétaire qui frappe l'Université se traduit aussi par une réduction des formations. Non seulement l'Université refuse d'ouvrir le master Lettres-Histoire destiné aux PLP, ne laissant que le choix aux étudiants concernés de s'inscrire à l'Université de Caen ou dans une université parisienne. Elle diminue également le nombre d'heures dispensées dans d'autres filières. Globalement, cette année est marquée par une baisse de près de 50% du temps de formation. Par exemple, en physique-chimie, les étudiants en Master 1 reçoivent 400 heures de formation annuelle alors que la moyenne nationale est de 500 et que la formation est de 600 heures à Marseille ! Cette baisse de l'offre de formation met malgré eux en situation difficile des enseignants et des enseignants-chercheurs qui se retrouvent avec un service d'enseignement incomplet. En outre, la suppression des postes de Mise À Disposition Temporaire (MADT) en juin dernier prive la formation initiale de tout retour des acteurs de terrain.

Encore une fois sans prendre en compte les réels besoins pour une formation des enseignants satisfaisante, l'Université de Rouen et la région ont décidé de transférer dans les locaux de l'ESPE,

l'Institut du Développement Social (IDS) qui forme les travailleurs sociaux, dans un but purement économique, sans se soucier de l'hygiène, de la sécurité et de la surface nécessaire à un travail pédagogique cohérent.

Cette situation est en contradiction avec le dossier d'accréditation validé cette année. La suppression de certaines salles de spécialité jugées « non-rentables » (!!) met en cause la capacité à répondre aux exigences de formation des enseignants.

En l'état actuel, l'ex-IUFM ne peut accueillir plus de 1500 usagers alors qu'on en prévoit 2000 à terme. Déjà, les étudiants n'ont pas suffisamment de

tables et de chaises pour assister aux cours qui leur sont dispensés. N'ayant pas peur du ridicule, l'Université pour palier à cette surpopulation qu'elle aura elle-même créée en offrant ses installations, louera une partie de la surface perdue à l'ESITPA, un établissement voisin, et installera sur les espaces verts des

bâtiments modulables préfabriqués ! De son côté, la ville de Canteleu où se trouve encore situé l'IDS en profiterait pour réaliser une juteuse opération financière en construisant des lotissements sur l'espace ainsi libéré.

La formation des personnels de l'éducation, et des enseignants en particulier, constitue le fondement du projet d'école républicaine, laïque et émancipatrice que porte la CGT. Les réformes mises en place par le ministère de l'Éducation Nationale et le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche manquent d'une ambition et ne rompent pas avec les orientations antérieures. Elles comportent des incohérences et des imprécisions qui mettent en difficulté étudiants et personnels, et conservent des défauts majeurs du dispositif précédent comme une première année de Master centrée sur le concours, une première année de stage à quasi-temps plein dans les établissements scolaires...

Priorité à ~~l'éducation~~ l'austérité

La situation de l'ESPE de Haute-Normandie témoigne de la politique menée depuis plusieurs années par les gouvernements successifs. La CGT demande que l'État, l'Université de Rouen et la Région prennent en considération les revendications des personnels et des étudiants :

- ▶ le respect de l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail d'établissement ;
- ▶ la fin des pressions de la direction sur le personnel ;
- ▶ l'ouverture de toutes les filières nécessaires à la formation des futurs enseignants ;
- ▶ l'abandon du projet de mutualisation des locaux de l'ESPE sur le site de Mont-Saint-Aignan ;
- ▶ une solution pérenne et viable pour des locaux propres à l'IDS.

